FOULA D. MASSÉ

Pour une paix rationnelle

De la théorie critique de la société

à la réforme du pouvoir en Afrique

EXTRAIT GRATUIT — INTRODUCTION

Les Éditions du Net, 2025

foussenitogola.online

Introduction

Depuis les années 1960, l'histoire politique de l'Afrique indépendante s'écrit en dents de scie, dans un entrelacs de ruptures, de tentatives démocratiques avortées, de transitions inachevées, de coups d'État militaires déguisés en révolutions, et de paix fragiles souvent suspendues à la volonté d'un seul homme. À l'euphorie des indépendances a succédé, dans nombre de pays, une réalité brutale : celle d'États à peine nés, déjà fracturés ; de Constitutions fraîchement promulguées, déjà violées ; de peuples libérés du colon, mais bientôt soumis à de nouvelles formes de domination.

La décolonisation n'a pas produit, comme beaucoup l'espéraient, un continent pacifié, souverain, démocratique. Elle a souvent donné naissance à des régimes autoritaires, centralisés, personnalisés, qui ont monopolisé le pouvoir, écarté les contrepouvoirs, et gouverné au nom de l'unité nationale… tout en muselant la pluralité. Dans bien des cas, la paix proclamée n'était que le silence imposé par la force. Et quand ce silence a été brisé — par la contestation sociale, les revendications régionales, ou les ambitions de nouveaux prétendants au pouvoir — la réponse a souvent été militaire.

Ainsi s'est installée une mécanique bien connue : le refus de l'alternance comme moteur du conflit, la répression comme méthode de gouvernance, et la guerre comme forme ultime de délibération politique. En Côte d'Ivoire, au Tchad, en Guinée, au Mali, au Soudan du Sud, en Centrafrique, les scénarios se répètent : des Constitutions modifiées à la veille des élections, des opposants emprisonnés ou contraints à l'exil, des forces de sécurité transformées en bras armés du régime. Et lorsque le système atteint ses limites, le coup d'État vient « corriger » le désordre constitutionnel — en promettant, à son tour, la paix, la justice, la refondation.

Mais cette paix-là, inversée, bricolée, souvent mimée, n'en est pas une. Car elle ne repose ni sur le droit, ni sur la justice, ni sur le dialogue. Elle repose sur la force. Et tôt ou tard, elle s'effondre — laissant derrière elle des pays divisés, des institutions délégitimées, des citoyens désabusés. Il est alors urgent de poser la question fondamentale : qu'est-ce qu'une paix véritable ? Et surtout : comment l'instaurer, sans armes, sans sang, sans tromperie ?

La paix : une idée politique, non une suspension des hostilités

Dans les discours officiels, la paix est souvent présentée comme une absence de guerre, une stabilité minimale, un climat « calme » favorable aux affaires. Mais pour quiconque réfléchit politiquement, cette définition est insuffisante — voire dangereuse. La paix n'est pas un cessez-le-feu, ni un retour au statu quo, ni même une transition politique. Elle est une construction éthique, juridique, institutionnelle, fondée sur l'égalité des droits, la légitimité des institutions, et la participation effective des citoyens.

C'est dans cette perspective que les pensées de Kant et Popper prennent tout leur sens. Tous deux, chacun à leur époque, ont pensé la paix non comme une fin naturelle, mais comme un projet rationnel, collectif, perfectible. Tous deux ont vu dans l'ordre politique le théâtre où se joue la possibilité d'une coexistence non violente. Tous deux, enfin, ont compris que la paix est un effort intellectuel, et non un simple arrangement entre puissants.

Chez Kant, la paix est l'aboutissement d'un processus de civilisation juridique, dans lequel les États républicains, les citoyens autonomes, et les peuples organisés dans une fédération mondiale, acceptent de se soumettre au droit plutôt qu'à la force. La paix kantienne est normative, cosmopolitique, démocratique. Elle repose sur le respect des pactes, la limitation du pouvoir exécutif, et la reconnaissance mutuelle des États

comme sujets de droit.

Chez Popper, la paix découle de la capacité d'une société à se réformer sans violence, à corriger ses erreurs, à tolérer la critique. Le rationalisme critique devient ici une méthode de pacification politique, en ce qu'il transforme le conflit en débat, la rupture en réforme, et le désaccord en moteur du progrès collectif. Dans une société ouverte, les tensions existent — mais elles sont institutionnalisées, canalisées, rendues fécondes.

Dans le contexte africain, où les conflits surgissent précisément là où le débat est impossible, ces deux philosophies offrent des grilles de lecture puissantes, et des pistes de sortie. Non pas des solutions toutes faites, mais des cadres d'analyse capables de remettre en cause les routines autoritaires, les violences légalisées, et les paix de façade.`

Paix et institutions : la grande question africaine

Si l'on suit Kant et Popper, alors la paix est inséparable de la question des institutions. Or, c'est précisément là que le bât blesse. En Afrique, les institutions existent — mais elles sont souvent instrumentalisées, contournées, vidées de leur substance. Les constitutions sont modifiées pour s'adapter aux ambitions individuelles ; les tribunaux sont politisés ; les parlements réduits à des chambres d'enregistrement ; les commissions électorales sont tenues en laisse.

Résultat : le cadre institutionnel ne produit ni confiance, ni sécurité juridique, ni stabilité. Il devient un théâtre d'ombres, un décor constitutionnel sans pouvoir réel. Et dans ces conditions, la politique bascule vers la rue, vers la caserne, vers les réseaux armés. La violence reprend ses droits — car la parole a été confisquée, le droit manipulé, et la critique criminalisée.

Kant l'avait vu venir : là où le droit est absent ou trahi, l'état de guerre persiste, même sans bataille. Popper le confirme : là où l'opposition est supprimée, la société se ferme — et tout désaccord devient une menace à éliminer.

Dans cette perspective, penser la paix pour l'Afrique contemporaine, ce n'est pas répéter les appels au calme ou multiplier les sommets de réconciliation. C'est poser les vraies questions : quelles institutions ? pour quel contrat social ? avec quels citoyens ? C'est aussi reconnaître que la démocratie ne garantit pas la paix, mais qu'il n'y a pas de paix sans démocratie.

L'Afrique entre traditions, blocages et potentialités

Mais l'Afrique n'est pas qu'un espace de conflit ou d'échec. Elle est aussi porteuse de ressources endogènes, de traditions de dialogue, de modèles anciens de gestion du pouvoir, souvent marginalisés mais toujours vivants. L'arbre à palabres, les systèmes de chefferie consensuelle, les cercles de discussion communautaire : autant de dispositifs non violents de régulation des conflits, qui méritent d'être réinterprétés à la lumière des exigences contemporaines.

De même, les sociétés africaines ne sont pas hostiles à la paix : elles la réclament, elles la construisent au quotidien, souvent sans l'État. Dans les villages, dans les quartiers, dans les diasporas, des formes de solidarité, d'écoute, de médiation s'inventent. Le problème ne vient pas des peuples : il vient du verrouillage des élites, du mépris des institutions pour la critique, de l'incapacité à construire des réformes partagées.

C'est là que la philosophie politique retrouve toute son utilité : non pour prescrire des solutions, mais pour mettre à nu les blocages ; non pour imposer des modèles, mais pour élargir le champ des possibles.

Problématique et objectif de la recherche

Ainsi se pose notre problématique centrale :

Comment sortir des crises politiques africaines sans recourir à la violence, en instituant une paix durable fondée sur le droit, la critique, et le dialogue ?

Pour y répondre, nous mobiliserons les pensées de Kant et Popper, que nous croiserons avec les réalités africaines, dans une triple démarche :

1- Identifier les obstacles à leur mise en œuvre dans le contexte africain postcolonial (faiblesse des institutions, démagogie politique, culture du chef, mépris du droit) ;

2- Dégager des perspectives pratiques et théoriques pour une pacification des régimes africains, en combinant traditions locales, exigences démocratiques, et critiques philosophiques.

Méthode et structure du travail

Le présent travail s'organise en trois parties :

- La première dresse les fondements théoriques des deux auteurs, en mettant en évidence la violence originelle de l'état primitif, et la nécessité de sortir de l'arbitraire par des institutions légitimes ;

- La deuxième explore les conditions pratiques d'une paix durable, à travers le droit, la réforme, la critique, et la culture démocratique ;

- La troisième applique ces grilles à l'Afrique contemporaine, en montrant comment l'actualisation des modèles kantien et poppérien peut aider à penser — et à construire — une paix réelle, juste, et partagée.

La démonstration continue...

Kant, Popper, et la refondation

du pouvoir en Afrique.

DÉCOUVRIR L'ESSAI COMPLET

foussenitogola.online

Foula D. Massé (Fousseni Togola) · Les Éditions du Net, 2025